

## Les femmes du SCFP-Ontario : fières et fortes



Le 8 mars, Journée internationale de la femme, des drapeaux du SCFP-Ontario flottaient partout alors que des milliers de femmes parcouraient les rues de Toronto.

L'événement de cette année, le plus important en Amérique du Nord, demandait aux femmes de se lever pour s'opposer à la violence, à la haine, au racisme, à l'islamophobie et à la pauvreté. Cette année, des centaines de membres du SCFP-Ontario ont participé à la conférence et à la marche, dont la secrétaire-trésorière, Candace Rennick, la vice-présidente, Yolanda MacLean, et le président, Fred Hahn. Lors de la conférence, les membres du SCFP Krystal King, Gilary Massa et Maureen O'Reilly ont parlé avec force de la discrimination sexuelle dans nos lieux de travail.

Partout au Canada, les femmes continuent d'être surreprésentées dans les emplois à temps partiel et précaires. De plus, en Ontario, les travailleuses gagnent en moyenne 31,5 pour cent de moins que les hommes—un écart qui est encore plus élevé pour les femmes racisées et autochtones, les

jeunes femmes et les femmes ayant un handicap. Au cours de la dernière année, le SCFP-Ontario a dévoilé une Boulangerie-pâtisserie sur l'écart de rémunération entre les sexes afin de sensibiliser davantage les gens, et des membres ont fait une présentation dans le cadre des consultations gouvernementales sur l'écart de rémunération, consultations qui ont eu lieu partout dans la province.

Les travailleuses des services de garde présentes à la marche ont souligné le manque de services de garde accessibles, une situation aggravée par la fermeture de garderies publiques. En mars, par exemple, Sault Ste. Marie, qui avait déjà des centaines de noms sur les listes d'attente pour une place en garderie, a porté un dur coup à des familles de plus de 100 enfants en votant en faveur de la fermeture des garderies municipales.

Pour en savoir davantage au sujet des campagnes du SCFP-Ontario sur les services de garde, l'écart de rémunération entre les sexes et d'autres campagnes, allez à [cupe.on.ca/fr](http://cupe.on.ca/fr).

## INSIDE THE PULSE

Le « budget dicté par les banquiers » poursuit la privatisation désastreuse

Page 2

Aller de l'avant – Conférence de 2016 du CCCSO

Page 6

Le régime de retraite de l'Ontario est une menace pour le RPC

Page 2

Les travailleurs universitaires se révoltent, résistent et réclament

Page 7

Des centaines de porte-à-porte pour garder les services d'électricité publics

Page 3

CCEMO : Bâtir notre force de négociation

Page 7

Les membres en action

Page 4

Le Congrès de 2016 développera la lutte contre la privatisation

Page 8

Le projet de loi sur l'état de stress-post-traumatique est une victoire importante pour les travailleurs blessés

Page 6

## Le « budget dicté par les banquiers » poursuit la privatisation désastreuse

À entendre les libéraux provinciaux, leur nouveau budget est une bonne nouvelle – aucun frais de scolarité, lutte contre le changement climatique, nouveau régime de retraite public. Mais les chiffres racontent une toute autre histoire, soit une de réductions drastiques dans les services publics, de gels des salaires et de privatisation massive.

« Pour chaque dossier important, lorsqu'on leur a donné le choix entre profiter aux Ontariens ou profiter à Bay Street, les libéraux ont choisi Bay Street », de dire le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, au sujet du budget, dont une grande partie aurait pu être préparée par le tsar de la privatisation et ex-chef de la direction de la Banque TD, Ed Clark.

Le budget dépend fortement de la vente d'une plus grande partie des actifs d'Hydro One. Il est également clair que peu, ou pas, d'argent provenant de la vente ira un jour à l'infrastructure. De plus, le budget exige une plus grande dépendance aux modèles « de financement et d'approvisionnement alternatifs », un code pour les PPP et la privatisation. Les PPP entraînent des services publics réduits, un coût plus élevé pour la population et des pertes d'emplois, comme les fermetures de lits et les plus de 300 emplois perdus à l'hôpital de North Bay.

Les budgets des ministères sont systématiquement maintenus sous l'inflation et la croissance démographique, ce qui signifie une autre année de compressions dans les services publics. Le budget maintient également la politique salariale de « zéro net » du gouvernement libéral, et ce bien que les augmentations de salaire dans le secteur public aient été en moyenne d'à peine 0,6 pour cent depuis 2012 – bien inférieures aux augmentations dans le secteur privé.

Et qu'en est-il des promesses grandioses des libéraux le jour du dépôt du budget, comme

les soi-disant frais de scolarité nuls? Il s'avère que ces « frais de scolarité nuls » ne sont pas vraiment nuls et n'arrivent pas avec aucun nouveau financement. Ce n'est qu'une réorganisation des programmes existants qui ne fera rien pour empêcher la hausse incessante des frais de scolarité. De plus, le budget ne prévoyait rien non plus pour mettre un frein à l'utilisation accrue des travailleurs à temps partiel et précaires dans les universités.

**« Les libéraux doivent cesser de laisser des banquiers comme Ed Clark dicter leur conduite. Ils n'ont pas les meilleurs intérêts des Ontariens à cœur. »**

Le changement climatique? Il s'avère que le nouveau plan de plafonnement et échange exempte les 102 plus grands pollueurs industriels jusqu'en 2020, et il n'y a aucune indication qu'il exempte les services publics. Cela pourrait signifier que nos écoles publiques, nos hô-

pitaux et nos universités devront payer pour combattre le changement climatique à même des budgets déjà restreints, tandis que les riches sociétés polluantes ne paieront rien.

Et ce régime de retraite public? Des millions d'Ontariens ne seront pas inclus (voir l'encadré). Il n'y a pas non plus de montant d'argent réservé à l'élimination de l'écart de rémunération entre les sexes, et ce malgré les promesses des libéraux.

« Les libéraux doivent cesser de laisser des banquiers comme Ed Clark dicter leur conduite. Ils n'ont pas les meilleurs intérêts des Ontariens à cœur », de dire Fred Hahn. Le gouvernement devrait plutôt rétablir le montant de 8 milliards de dollars par année en réductions d'impôt accordées aux sociétés et investir dans les services publics qui créent de bons emplois et stimulent l'économie.

## Le régime de retraite de l'Ontario est une menace pour le RPC

Les programmes sociaux universels sont la fierté des Canadiens. Nous soutenons tous le Régime de pensions du Canada (RPC) parce que sa nature universelle signifie qu'il profite à tout le monde. Bonifier le RPC est la meilleure façon d'améliorer la sécurité de la retraite pour tous les Canadiens.

Malheureusement, tel qu'exposé par le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn dans le *Ottawa Sun*, l'objectif de la bonification universelle du RPC est menacé par une proposition de régime de retraite provincial non universel en Ontario.

Les libéraux ont introduit le Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO) parce que, à ce moment-là, le premier ministre Stephen Harper s'opposait à la bonification du RPC. Malheureusement, le régime de l'Ontario n'est pas modelé sur le RPC. Il écarte des millions de travailleurs qui ont des régimes de retraite « comparables » au travail, même s'ils sont à peine un peu mieux que les REER.

Encore pire, les libéraux se vantent maintenant que ce plan à deux niveaux est le modèle sur lequel la bonification du RPC fédéral devrait se baser.

Pour le bien de tous les Canadiens, le SCFP-Ontario demande au gouvernement provincial de cesser d'exercer des pressions pour que son modèle de RRPO à deux niveaux serve de modèle pour la bonification du RPC. Kathleen Wynne devrait plutôt se servir de son influence sur le gouvernement Trudeau afin d'exercer des pressions pour une bonification universelle du RPC qui améliorera la sécurité de la retraite pour tous les Canadiens.

## Des centaines de porte-à-porte pour garder les services d'électricité publics

Des résidents se sont entassés dans des salles remplies à pleine capacité à Scarborough et à Peterborough afin d'aider à lancer la deuxième phase de la campagne pour empêcher toute nouvelle vente d'actifs d'Hydro One par le gouvernement libéral.

Bien au-delà de cent résidents de Scarborough, incluant un grand nombre de membres de la section locale 1 du SFCP, ont assisté au premier d'une série de lancements locaux axés sur les députés provinciaux libéraux qui ont appuyé la vente d'Hydro One, et ce malgré une vive opposition locale.

Un nouveau sondage montre que 82 pour cent des résidents de Scarborough s'opposent à toute nouvelle vente d'actifs d'Hydro One, et que 61 pour cent des électeurs affirment qu'il y a moins de chances qu'ils votent pour les libéraux en raison de cette vente.

« Les députés provinciaux de Scarborough, tout comme les députés provinciaux libéraux de partout dans la province, devraient faire attention et commencer à parler au nom de leurs électeurs, sinon ces derniers manifesteront leur colère lors des prochaines élections », de dire le président du SFCP-Ontario, Fred Hahn, lors du lancement du 27 février. Après l'événement, les résidents se sont dispersés pour le premier d'une série d'événements de porte-à-porte et de distribution de dépliants dans deux circonscriptions représentées par des députés provinciaux libéraux.

Les dépliants, les panneaux d'affichage et les publicités dans les journaux demandent aux députés provinciaux libéraux de défendre les intérêts des personnes qu'ils représentent et d'immédiatement dénoncer la privatisation des services d'électricité. La campagne relie les votes des députés provinciaux sur la liquidation d'Hydro One à Queen's Park et leur rôle en tant que représentants locaux élus qui devraient refléter les souhaits de leurs collectivités et s'opposer à la privatisation.

Trois semaines plus tard, les résidents de Peterborough ont lancé une campagne semblable axée sur le député provincial libéral Jeff Leal et le maire Daryl Bennett. Peterborough est confrontée à un double coup dur puisqu'il a été révélé, récemment, que la Ville a commencé à explorer la possibilité de vendre son service public local, Peterborough Distribution Inc. (PDI), et ce sans même en avoir informé quelques conseillers municipaux et malgré une vive opposition publique.

Un sondage effectué précédemment montrait que 88 pour cent des résidents de Peterborough s'opposaient à la privatisation des services d'électricité. Une assemblée communautaire, à laquelle des centaines de résidents ont assisté à la mi-mars, a démontré clairement que ces résidents s'opposent également à la privatisation de PDI.

Comme à Scarborough, les résidents locaux ont rempli la salle pour le lancement de la deuxième phase de la campagne *Gardons les services d'électricité publics*, avant de faire du porte-à-porte dans tout Peterborough.

« Il est clair qu'à Peterborough, la majorité des gens pensent la même chose au sujet du maintien du contrôle local de nos services publics », de dire la secrétaire-trésorière du SFCP-Ontario, Candace Rennick, lors du lancement. « Jeff Leal doit parler en faveur du



maintien des services d'électricité publics. Le maire Bennett et les membres de son conseil municipal doivent également écouter leurs électeurs et agir pour garder la société PDI publique. »

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, visitez **KeepHydroPublic.ca** (page en anglais seulement).

## Les membres en action

Cet hiver, partout dans la province, les membres du SCFP-Ontario ont pris des mesures pour lutter contre le travail précaire, contre la violence au travail et en faveur de la justice raciale.

### Lutte contre la violence au travail

En février, les membres du personnel du secteur hospitalier et leurs alliés de partout en Ontario se sont rendus à North Bay en autobus afin de manifester leur soutien à l'égard d'une membre du SCFP qui a été congédiée pour avoir dénoncé la violence au travail. Sue McIntyre a été congédiée de son emploi d'infirmière au Centre de santé régional de North Bay après avoir dénoncé, dans le cadre d'une conférence du secteur infirmier, le problème systémique d'agressions violentes dont les membres du personnel des soins de santé sont victimes.

« Congédier Sue McIntyre était un abus de pouvoir et une attaque contre la liberté de parole dans une société démocratique », de dire Michael Hurley, président du CSHO et premier vice-président du SCFP-Ontario, dans le cadre du rassemblement. Des infirmiers et des préposés aux services de soutien à la personne ayant une expérience directe de violence au travail ont également pris la parole lors du rassemblement, tout

comme le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn.

Un sondage montre que 81 pour cent des résidents de North Bay sont d'accord que l'hôpital a eu tort de congédier une infirmière pour avoir dénoncé la violence. Le SCFP conteste le congédiement.



### De bons emplois, d'excellents services, des vies meilleures

En février, des centaines de membres du SCFP-Ontario et de Torontois se sont rassemblés au Carré Nathan Phillips pour soutenir la grève du zèle de la section locale 79 du SCFP. La section locale luttait pour conclure une convention collective juste et équitable avec la Ville, qui demandait des concessions qui créeraient des emplois encore plus instables et précaires. La main-d'œuvre de la section locale 79 est majoritairement composée de femmes, dont bon nombre travaillent à temps partiel ou occupent des emplois temporaires.

Lors du rassemblement, les conférenciers ont relié les bons emplois municipaux à des services publics de qualité et à des collectivités saines. Le président du SCFP, Mark Hancock, ainsi que des dirigeants du SCFP-Ontario, dont le président, Fred Hahn, la secrétaire-trésorière, Candace Rennick, et les vice-présidents Yolanda McClean et John Camilleri, ont participé au rassemblement, tout comme plusieurs conseillers municipaux, dirigeants syndicaux et le chef du NPD fédéral, Tom Mulcair.



### Black Lives Matter

Le samedi 26 mars, devant le quartier général de la police de Toronto, sur la rue du Collège, des membres du SCFP-Ontario, dont le président, Fred Hahn, les vice-présidentes, Yolanda MacLean et Veriline Howe, des membres du Comité de la justice raciale et du Comité de la solidarité internationale, ainsi que plusieurs sections locales, se sont joints à une foule immense de groupes de lutte contre l'oppression dans le cadre de la manifestation de la coalition *Black Lives Matter* contre la violence policière.

La manifestation soutenait la protestation continue de la coalition *Black Lives Matter* de Toronto contre le racisme auquel les Noirs sont confrontés et contre la violence policière.

« Nous soutenons la coalition *Black Lives Matter* parce que c'est un problème qui nous concerne – nos membres, nos familles et nos collectivités. Les membres noirs du SCFP sont confrontés à du racisme à l'égard des Noirs chaque jour. Mais c'est également une question de solidarité contre l'oppression, de dire Fred Hahn. « Nous sommes fiers d'aider les groupes autochtones, le mouvement étudiant et d'autres alliés dans la lutte contre le racisme à l'égard des Noirs. »

Le travail acharné de la coalition de Toronto a fait en sorte que l'Afropfest est redevenu un festival de deux jours. Le SCFP-Ontario a demandé au maire John Tory, au chef de police Mark Saunders et à la première ministre Kathleen Wynne de prendre des mesures immédiates pour mettre en œuvre les demandes essentielles de la coalition *Black Lives Matter* de Toronto entourant l'assassinat, par la police, d'Andrew Loku en juillet dernier. Le 18 mars, l'Unité des enquêtes spéciales a affirmé qu'aucune accusation ne serait portée contre le policier responsable, dont le nom n'a pas été divulgué.

Lisez la déclaration de solidarité du SCFP-Ontario à [cupe.on.ca/fr](http://cupe.on.ca/fr).



### Lutte contre le travail précaire

En février, les travailleurs et les étudiants universitaires se sont rassemblés à l'Université de Toronto afin de lutter contre les lieux de travail où les emplois sont de plus en plus précaires.

Le rassemblement a été conjointement parrainé par la section locale 3902 du SCFP, qui a également déposé une plainte pour négociation de mauvaise foi contre l'Université à la suite des négociations de l'an dernier, la section locale 3261 du SCFP, qui lutte contre la sous-traitance des em-

ploi du personnel d'entretien, et la section locale 75 d'Unite Here, qui est victime d'attaques à l'égard de l'ancienneté de ses travailleurs à la suite de l'expiration du contrat de services alimentaires entre Aramark et l'Université.

L'Université de Toronto est l'université la plus importante et aussi la plus riche au Canada, et son président, Meric Gertler, a parlé publiquement des dangers du travail précaire et d'un écart de rémunération de plus en plus grand. Malgré cela, l'Université continue de donner du travail en

sous-traitance à des entreprises qui payent à peine un peu plus que le salaire minimum.

Une lutte similaire est en cours à l'Université Wilfrid-Laurier de Waterloo afin de sauver les emplois du personnel d'entretien, université où les travailleurs luttent pour conserver des emplois décents sur le campus, en sensibilisant directement les étudiants et la collectivité élargie.

Visitez [cupe.on.ca/fr](http://cupe.on.ca/fr) pour des pétitions en ligne qui soutiennent les sections locales 3261 et 926 du SCFP.

## Aller de l'avant – Conférence de 2016 du CCCSO

Plus de 350 travailleurs du secteur de l'éducation de toutes les régions de la province se sont réunis à Richmond Hill, du 9 au 13 février, pour la Conférence annuelle du CCCSO. Au cours de la Conférence de cinq jours, dont le thème était « Aller de l'avant », les délégués ont passé en revue leur récente expérience avec la première négociation en vertu du nouveau processus de négociation central local enchâssé dans la loi. Ils ont évalué les réussites et les faiblesses du nouveau processus et ils ont entendu divers conférenciers qui ont établi des liens entre les secteurs dans la lutte constante contre la privatisation.

Dans le cadre de la séance plénière d'ouverture, il y a eu un discours de la députée provinciale Lisa Gretzky, porte-parole en matière d'éducation du NPD de l'Ontario, qui a parlé de la nécessité d'une révision du plan de financement préétabli et qui a louangé les membres du SFCP-

Ontario qui font en sorte que les écoles sont propres, sécuritaires et des environnements d'apprentissage fonctionnels.

Anthony Girgenti, un ancien élève du Conseil scolaire régional de Toronto qui a eu un diagnostic d'autisme à un jeune âge, a ému les délégués avec son projet *Artistic Guardian*, qui parle de son vécu où il a surmonté des obstacles grâce à des aptitudes à communiquer et de son expérience comme élève ayant des besoins particuliers.

La présidente du CCCSO, Terri Preston, qui a été réélue pour un autre mandat de deux ans, a parlé des gains qui ont été faits lors

de la négociation centrale et elle a salué les efforts de mobilisation collectifs que les membres ont fait tout au long de l'été et de l'automne 2015.

« Votre première tentative de grève du zèle à l'échelle de la province a vraiment permis de mettre les travailleurs de l'éducation sur la carte, a-t-elle dit. Grâce à votre travail de mobilisation, nous avons pu faire des gains que nous n'aurions peut-être pas pu faire autrement à la table centrale. Et la plupart d'entre vous ont dorénavant de meilleurs systèmes de communication internes, ce qui nous donne un avantage pour les rondes de négociation à venir. »

Mme Preston a également souligné tout le travail qui nous attend sur les questions suivantes : une nouvelle caisse fiduciaire provinciale, la prévention de la violence et la lutte contre les fermetures d'écoles.



Les autres conférenciers incluaient le grand chef de la nation iroquoise, Gordon Peters, le président et le secrétaire-trésorier du SFCP national, Mark Hancock et Charles Fleury, ainsi que le président et la secrétaire-trésorière du SFCP-Ontario, Fred Hahn et Candace Rennick.

### Le projet de loi sur l'état de stress post-traumatique est une victoire importante pour les travailleurs blessés

Le 5 avril, l'Assemblée législative provinciale a adopté à l'unanimité le projet de loi 163, la *Loi d'appui aux premiers intervenants de l'Ontario (état de stress post-traumatique)*. Le projet de loi comprend la présomption importante que l'état de stress post-traumatique diagnostiqué chez les premiers intervenants est lié au travail et donc admissible à une couverture de la CSPAAT.

La loi gouvernementale est adoptée après des années d'efforts de la part des ambulanciers paramédicaux du SFCP, d'autres premiers intervenants et de la députée provinciale néodémocrate Cheri DiNovo pour que la loi soit changée afin de reconnaître l'état de stress post-traumatique comme étant une conséquence de l'emploi occupé par les travailleurs des servi-

ces d'urgence. La modification de « présomption » à la loi existante comprend les ambulanciers paramédicaux et les agents de répartition des services paramédicaux, ainsi que les pompiers, les travailleurs des services d'urgence des Premières nations, les travailleurs des services correctionnels et les agents de police.

« Nous sommes optimistes que ce qui est proposé par le ministre du Travail simplifiera l'accès aux prestations », de dire le président du SFCP-Ontario, Fred Hahn. « Les ambulanciers paramédicaux et les autres premiers intervenants sont souvent témoins de traumatismes horribles et nous devons tous faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éliminer les obstacles afin qu'ils puissent avoir accès à l'aide et au

soutien dont ils ont besoin. »

Le SFCP représente plus de 5 500 travailleurs paramédicaux partout en Ontario et fait campagne depuis des années pour l'adoption d'un projet de loi qui reconnaît que l'état de stress post-traumatique peut être causé par le travail des premiers intervenants.

« Ce changement à la CSPAAT est positif, mais souhaitable depuis longtemps. Je tiens à remercier tout le monde – particulièrement la députée provinciale néodémocrate Cheri DiNovo, qui a défendu ardemment ce dossier et déposé plusieurs projets de loi de ce genre », de dire Jeff VanPelt, un ambulancier paramédical et président du Comité des travailleurs ambulanciers du SFCP-Ontario (CACO).

## Les travailleurs universitaires se révoltent, résistent et réclament



Un groupe impressionnant de conférenciers, des groupes de discussion, un forum de solidarité avec la coalition *Black Lives Matter* et des groupes d'experts sur des sujets incluant la mobilisation et le travail avec des alliés sur les campus et hors campus ont stimulé les membres lors de la Conférence du Comité de coordination des travailleurs universitaires de l'Ontario (CCTUO) du SCFP, qui a eu lieu du 18 au 21 février, à Toronto.

La Conférence, d'une durée de quatre jours, a débuté avec un groupe d'experts sur le potentiel des étudiants, des travailleurs et de la collectivité, et qui mettait en vedette le président de la FCEE de l'Ontario, Rajean Hoilett, le vice-président de la FTO, Ahmad Gaied, ainsi que Pam Frache, du Workers Action Centre (Centre d'action des travailleurs). Le vendredi, l'historienne du mouvement syndical, Jenny Carson, s'est jointe aux chercheurs du SCFP au sein d'un groupe d'experts sur le sujet « Pourquoi nous devons nous révolter », suivi par un groupe d'experts sur « Comment résister », groupe qui a examiné les campagnes locales et la mobilisation des membres.

La Conférence s'est poursuivie avec une séance le samedi sur la négociation et la récupération de nos lieux de travail, séance à laquelle le président et le secrétaire-trésorier du SCFP national, Mark Hancock et Charles Fleury, ont participé. Le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, a parlé des avantages de la négociation coordonnée, et la présidente du secteur, Janice Folk-Dawson, s'est jointe à Margo Pasley pour établir les priorités provinciales. La séance et les groupes de discussion de l'après-midi ont travaillé plus en profondeur sur le thème « Se lever, résister, réclamer ».

La secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Candace Rennick, a lancé la dernière journée, suivie du troisième vice-président du SCFP-Ontario, John Camilleri, qui a présenté la nouvelle phase de la campagne *Gardons les services d'électricité publics* et discuté des conséquences de la privatisation des services d'électricité pour les étudiants et les travailleurs universitaires.

### CCEMO : Bâtir notre force de négociation

Les travailleurs municipaux de l'Ontario s'unissent pour améliorer leur force à la table de négociation et leur image dans les collectivités qu'ils desservent.

La Conférence annuelle du Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario (CCEMO) du SCFP a eu lieu du 29 mars au 1<sup>er</sup> avril, à Niagara Falls. Les délégués ont élu un nouveau comité, y compris une nouvelle présidente pour le secteur, Ann Jenkins, une mili-

tante de longue date et troisième vice-présidente de la section locale 5167 du SCFP, à Hamilton, qui travaillera avec la nouvelle coordonnatrice du secteur, Alison Davidson.

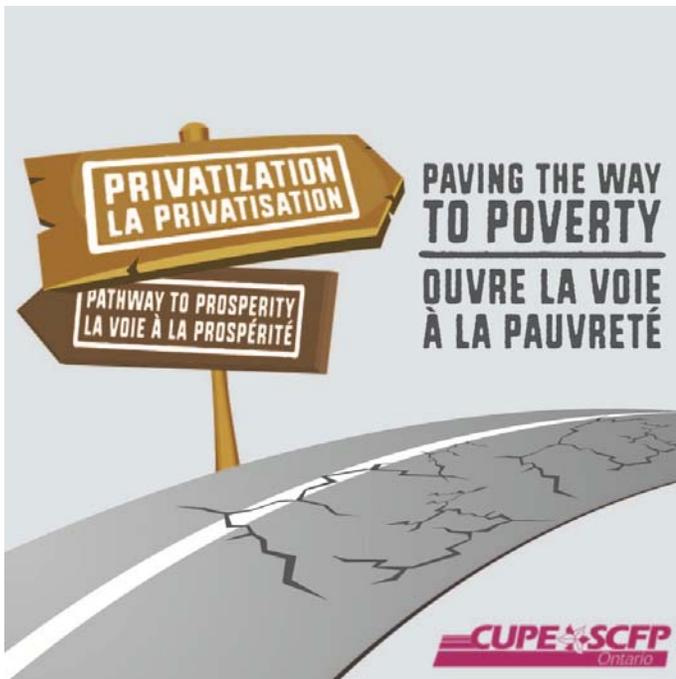
Cette année, le thème de la Conférence était « Bâtir notre force de négociation : la suite », et la Conférence mettait en vedette un groupe de conférenciers qui incluait le président et le secrétaire-trésorier du SCFP national,

Mark Hancock et le Charles Fleury, ainsi que le président et la secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Fred Hahn et Candace Rennick.

Un point fort de la Conférence a été une présentation fascinante sur les problèmes de santé mentale au travail par Mark Henick, un gestionnaire de cas de l'Association canadienne de la santé mentale.

## Le Congrès de 2016 développera la lutte contre la privatisation

Le 53<sup>e</sup> Congrès annuel du SCFP-Ontario aura lieu à l'Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto, du 25 au 28 mai, et il sera précédé d'une journée de réunions en caucus.



Le Congrès est le plus important organe décisionnel démocratique du SCFP-Ontario. Plus de 1 000 membres de toutes les régions de la province se réunissent pour élire nos dirigeants, débattre des résolutions et voter sur un plan d'action pour la prochaine année.

Cette année, le thème du Congrès est « La privatisation ouvre la voie à la pauvreté ». La privatisation entraîne d'énormes compressions dans les services publics, et ce dans chaque secteur de la province. Alors que les banquiers exercent des pressions pour un « financement alternatif », des « ententes de partenariat public-privé », la « sous-traitance » et le « recyclage des actifs », la population perd des services et des milliards de dollars aux mains de sociétés rentables. Présentement, sous le gouvernement libéral de l'Ontario, nous vivons le plus important transfert de richesse de l'histoire, richesse qui passe des mains de la population, qui est nombreuse, aux mains du secteur privé, qui ne représente que quelques personnes.

Ensemble, les membres du SCFP développeront un plan musclé pour résister à la stratégie de privatisation et bâtiront plutôt l'Ontario meilleur que nous méritons tous.

Pour obtenir des renseignements au sujet de l'inscription et pour avoir des mises à jour sur notre groupe impressionnant de conférenciers et sur les événements, visitez [cupe.on.ca/fr](http://cupe.on.ca/fr).

## Événements à venir

### Conférence du CCEMO

Du 30 mars au 2 avril, à l'Hôtel Crowne Plaza de Niagara Falls

### Conférence du CCTSS (services sociaux)

Du 7 au 10 avril, à l'Hôtel Hilton de London

### Congrès de 2016 du SCFP-Ontario

Du 25 au 28 mai, à l'Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto

### Conférence du CACO

Les 19 et 20 septembre, à l'Hôtel Double Tree by Hilton de London

### Conférence du CCTSS (soins de santé)

Du 20 au 23 septembre, à l'Hôtel Double Tree by Hilton de Lon-

don

### Conférence des sections locales du SCFP du Nord de l'Ontario

Du 5 au 7 octobre, à l'Hôtel Ramada de Timmins

### Conférence des jeunes travailleurs

Du 13 au 15 octobre, à l'Hôtel Chelsea de Toronto

### Conférence du Comité de santé et de sécurité et du Comité des travailleurs blessés

Du 25 au 29 octobre, à l'Hôtel Crowne Plaza de Niagara Falls

### Conférence d'action politique

Du 1<sup>er</sup> au 4 novembre, à l'Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto



[facebook.com/CUPEOntario](https://facebook.com/CUPEOntario)



[twitter.com/CUPEOntario](https://twitter.com/CUPEOntario)



[youtube.com/CUPEOntario](https://youtube.com/CUPEOntario)

**Join us online!**